

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE VILLERSEXEL**

**144, rue de la Prairie
70110 VILLERSEXEL**

Ref. : 2020-110

SEANCE DU 17 DECEMBRE 2020

L'an deux mil vingt, le dix-sept décembre, les membres composant le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel se sont réunis à la salle des fêtes de Sénargent après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Daniel CLERC, Président.

Etaient présents : Alain BIZZOTTO, Marie Josèphe LORENZI, Alain ELKANN, Charles GRANET, Hélène PETITJEAN, Ghislaine VUILLIER, Christian BOYER, Stéphane BARTOLO, Michel RICHARD, David DORNIER, Nicolas PLANCHON, Raphaël NOUVEAU, Jean-Paul BLANDIN, Roger BERTRAND, Jean-François LAVALETTE, Eliane BOUCARD, Hugo WALZ, Claude ARMBRUSTER, Claude VUILLEMIN, Guy LEVAIN, Gérard THEVENY, Guy SAINT DIZIER, Christian BELPERIN, Dominique EUVRARD, Daniel CLERC, Bruno SAILLEY, Séverine COURVOISIER, Stéphanie POIROT, Frédéric DEMEUSY, Daniel ZAHNER, Jean-Jacques BESSON, Christian PETREMENT, Alain BUCHOT, Edmond BREPSON, Barbara BOCKSTALL, Gérard CHAPUIS, Jacqueline COQUARD, Stéphane THILY, Nelly MOUGENOT, Laurent MURET.

Procurations : Olivier MAGAGNINI (procuration à Christian BOYER), Jean-Marie RONDEY (procuration à Jean-François LAVALETTE), Annie CLERC (procuration à Ghislaine VUILLIER), Céline ADAM (procuration à Nelly MOUGENOT).

Absents excusés : Robert BADALAMENTI, André MARTHEY, Nadine BOUCARD, Paul SEGUIN.

Date d'affichage de la convocation : 11 Décembre 2020

Date d'affichage : 9 Octobre 2020

Membres en exercice : 48

Membres présents : 40

Suffrages exprimés : 44

Procuration : 4

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Alain BIZZOTTO, Délégué communautaire d'Athésans Etoitefontaine a été élu secrétaire de séance.

13 – 17122020 – Approbation du règlement d'intervention du Fonds Régional des Territoires (FRT).

Vu la délibération du 29 juillet 2020,

La Communauté de communes a adhéré au FRT en partenariat avec la Région Bourgogne Franche-Comté afin que les entreprises de 0 à 10 salariés, touchées par la crise sanitaire, puissent bénéficier d'aides à l'investissement. Dans le cadre de ce fonds, la Région verse 5 euros par habitants et l'EPCI au moins 1 euros par habitants. A l'heure actuelle, pour le territoire de la CCPV, le FRT s'élève à 47 490 €.

En octobre 2020, elle a également sollicité une subvention de 8 000 € afin que les organismes consulaires : CMA et CCI puissent être missionnées pour accompagner les entreprises à monter les dossiers de demande et pré-instruire ces dossiers.

Il convient donc d'établir un règlement d'intervention qui fixe les dépenses éligibles et les critères de versement des aides du FRT. Le projet de règlement est joint. Le taux de la subvention est fixé à 20 % des dépenses HT réalisées avec un montant plancher de dépenses éligibles de 2 000 € HT et un plafond de 20 000 € HT.

Après l'adoption de ce règlement, la CMA et la CCI communiqueront auprès des entreprises du territoire sur la démarche engagée par la CCPV et la Région ainsi que sur les critères du règlement d'intervention.

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le règlement d'intervention du Fonds Régional des Territoires
- **VALIDE** le règlement d'intervention du Fonds Régional des Territoires
- **AUTORISE** le Président à signer tous autres documents administratifs et financiers relatifs à ce dossier

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Ont signé au registre tous les membres présents
Certifié exécutoire compte-tenu de la
transmission en sous-préfecture

Pour copie conforme
Le Président
Daniel CLERC



REGLEMENT INTERIEUR POUR LE PACTE REGIONAL DES TERRITOIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE VILLERSEXEL

Vu le règlement d'intervention voté par la CP du CONSEIL REGIONAL du 10 juillet 2020

Vu la délibération de la Communauté de communes Du Pays de Villersexel en date du 29 juillet 2020

Il est convenu ce qui suit :

OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de préciser et compléter les modalités d'intervention de la Région et des partenaires pour la mise en œuvre du PACTE REGIONAL DES TERRITOIRES de la Communauté de communes du Pays de Villersexel en particulier les modalités d'attribution des aides directes aux entreprises.

PILOTAGE DE L'OPERATION

Le comité de pilotage fixe les orientations et les priorités de l'opération et suit le bon déroulement des actions.
Il se réunira en fonction des besoins sur initiative et convocation de la communauté de communes, maître d'ouvrage.

Le comité de pilotage pourrait se composer potentiellement des représentants des structures suivantes :

- Communauté de communes du Pays de Villersexel ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) ;
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale de Franche-Comté délégation de Haute-Saône ;

En cas de besoin et selon les sujets à l'ordre du jour, le comité pourra choisir d'inviter d'autres intervenants à participer.

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

Les aides directes ont vocation à soutenir les dépenses d'investissement réalisées par les entreprises qui apportent un service à la population locale.

D'une manière générale, les investissements soutenus seront ceux qui aideront une entreprise à s'adapter aux mutations de son environnement, afin d'assurer le maintien et le développement d'activités économiques saines sur le territoire.

1. Entreprises éligibles

Les entreprises bénéficiaires sont des entreprises commerciales, artisanales ou de services :

- Obligatoirement implantées dans le périmètre de l'opération collective,
- Obligatoirement inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers. Les entreprises en phase de création ou de reprise devront attester de l'accomplissement des formalités obligatoires par tout moyen,
- Dont l'effectif en ETP ne dépasse pas 10 salariés

Les entreprises éligibles dont les travaux sont portés par une Société Civile Immobilière (SCI) peuvent bénéficier d'une aide à l'investissement sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- Répartition identique des parts de l'entreprise et de la SCI,
- Attestation de la SCI du reversement de l'aide à l'entreprise.

Sont exclues :

- Les pharmacies et les professions libérales inscrites ou non au registre du commerce,
- Les banques, les activités financières, les assurances, les agences immobilières,

- Les activités agricoles (sauf celles inscrites au registre du commerce)
- Les entreprises de transport ou véhicules de bâtiment ou de travaux publics ambulance,
- Les commerces de gros, négoce,
- Les commerces saisonniers, ouverts moins de 10 mois/an et moins de 5 j/semaine,
- Les activités liées au tourisme, comme les hébergements touristiques : hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, emplacements destinés à accueillir les campeurs,

2. Dépenses éligibles

- **La rénovation des vitrines,**
 - Les investissements concernant la partie extérieure de la vitrine commerciale et la façade du rez-de-chaussée commercial (réhabilitation, modernisation, agrandissement, menuiseries, peinture, stores-banne, agencement extérieur, vitrage, éclairage, signalétique...),
 - Les enseignes commerciales,
 - Les investissements concernant la partie intérieure de la vitrine, à condition qu'ils soient induits par les travaux de la vitrine.
- **L'accessibilité des locaux à tous les publics**
 - Les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, y compris le mobilier adapté (comptoir...)
- **Les équipements dédiés à la sécurisation des locaux contre les effractions**
 - Les investissements concernant la sécurisation du local d'activités, de la façade et de la vitrine
- **Les investissements liés à la modernisation des locaux d'activité et des équipements professionnels**
 - Les travaux de second œuvre et investissement relatifs à l'agencement intérieur des magasins (aménagement du point de vente), des laboratoires et autres locaux non publics, où s'exerce l'activité professionnelle,
 - Le mobilier immobilier par destination,
 - Les équipements destinés à accompagner l'adaptation des entreprises aux nouveaux comportements des consommateurs et aux opportunités du e-commerce,
 - Le matériel informatique et logiciels nécessaires à l'activité, y compris les équipements de caisse,
 - Les travaux de modernisation liés à l'outil de production,
 - L'achat, l'aménagement et l'équipement de véhicules professionnels

Le matériel d'occasion est éligible

- **Les charges des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital**

Les repreneurs ou créateurs d'entreprises sont également éligibles aux subventions mobilisées.

Sont exclus :

- Le coût de la main-d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- L'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité,
- Les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et couvertures),
- Les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

3. Taux et montant des aides

Les montants plancher et plafond des dépenses éligibles sont fixés sur la base de la continuité de la précédente opération.

Dépenses éligibles HT	Montant plancher	2 000 €*
	Montant plafond	20 000 €

Le taux de la subvention est fixé à 20 % des dépenses HT réalisées, dans la limite des plafonds rappelés ci-dessus.

4. Modalités de demande de la subvention

La demande de subvention est adressée par l'entreprise au maître d'ouvrage. Un diagnostic préalable sera réalisé par la chambre consulaire désignée.

Les dossiers seront étudiés par ordre de dépôt, dans la limite de l'enveloppe dédiée aux aides directes et dans la limite de durée de l'opération.

La date de début d'éligibilité des dépenses pour les aides directes est fixée par l'accusé réception de dossier complet délivré par la collectivité faisant suite à la visite de la chambre consulaire réalisant le diagnostic.

Les dossiers peuvent être déposés jusqu'au 31 août 2021. Les travaux devant quant à eux être réalisés avant le **31 décembre 2021**.

5. Pièces constitutives d'un dossier de demande de subvention

- Pièces nécessaires à la réalisation du diagnostic
 - o Selon demande des chambres consulaires
- Projet de l'entreprise
 - o devis ou factures pro-forma des investissements
 - o justificatifs du financement de l'investissement (accords bancaires, contrat de prêt...)
 - o plan des aménagements
 - o copie de la déclaration de travaux ou du permis de construire ou de démolir

6. Modalités d'attribution de la subvention

L'instruction des dossiers d'aides directes est assurée, en collaboration, par :

- La CCPV, qui contrôle l'éligibilité et le dossier déposé par l'entreprise ;
- les techniciens des chambres consulaires, qui traitent les volets techniques et économiques du projet d'investissement.

Après accord de subvention, une lettre de notification est adressée à l'entreprise bénéficiaire par le maître d'ouvrage.

7. Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué par le maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de son comptable public, sur présentation des factures acquittées (investissements correspondants aux devis présentés dans le dossier de demande) et suite au contrôle de la réalisation des investissements.

Ce contrôle est effectué par la CCPV. Il compare le détail de l'investissement réalisé à celui décrit dans la demande initiale. Il donne lieu à l'établissement d'un certificat de service fait.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, la subvention sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final dépasse l'investissement prévu initialement, la subvention ne pourra pas être revue à la hausse.

8. Engagement de l'entreprise aidée

L'entreprise qui bénéficie d'une subvention dans le cadre de l'opération s'engage à :

- donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée ainsi qu'aux données économiques, financières ou fiscales permettant d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période de cinq ans,
- avertir le maître d'ouvrage en cas de transmission, cessation, modification d'activité,
- rester propriétaire de son fonds durant une période de 3 ans minimum après le versement de l'aide.

9. Procédure de reversement de l'aide

Si une vente ou une cession de l'entreprise est réalisée au cours des 3 années postérieures au versement de la subvention, le maître d'ouvrage pourra demander le reversement de l'aide accordée.

AUTRES DEPENSES A ENGAGER PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AU TITRE DE L'INGENIERIE

Les autres dépenses retenues au titre de cette opération concernent :

- La réalisation d'un **diagnostic préalable** de l'entreprise sollicitant les subventions d'investissement avec recueil des pièces auprès de l'entreprises et réalisation d'une visite de diagnostic, pour un coût de 600 € TTC pour la CCI et de 500 € nets de taxes pour la CMA